

Les pronostics étaient pessimistes avant même le début de la conférence mais c'est bien le pire des scénarios qui s'est déroulé à Copenhague : aucun accord n'a pu être conclu et aucune feuille de route pour le sommet de Mexico en 2010 n'a pu être rédigée.

Malgré une déclaration d'ouverture de la présidence danoise très fermée sur les possibilités d'engagement de réduction d'émission des pays industrialisés et le financement de l'aide aux pays en développement, le début de la conférence avait plutôt bien débuté: énorme écho médiatique, accréditations largement distribuées aux ONG qui pouvaient assister à de nombreuses séances et dialoguer avec les négociateurs, parole forte des pays du sud très investis dans les négociations, annonce de la venue de plus de cent chefs d'Etats.

La mobilisation citoyenne en particulier lors de la manifestation du 12 décembre était impressionnante ; près de 100 000 personnes ont défilé dans le calme, militants venus de toute la planète aux cotés de la population de Copenhague et des environs très présente toutes générations confondues.

Le changement de ton a été brutal la seconde semaine : suppression des accréditations des ONG et répression tous azimuts des manifestants, travail hors de toute de toute procédure onusienne, par le MEF (Major Economies Forum), équivalent du G20 pour aboutir à un texte qualifié d' « accords de Copenhague ». Il ne prévoit aucune décision pour aller vers un nouveau traité contraignant confirmant et prolongeant Kyoto. S'il reconnaît la nécessité de limiter la hausse des températures mondiales à 2°C et la nécessité de fortes réductions des émissions de gaz à effet de serre, il ne mentionne aucun objectif chiffré de réduction à long terme (2050) et à moyen terme (2020) pour chacun des pays, qui feront simplement connaître leurs engagements pour 2020 d'ici au 31 janvier 2010 sans même préciser l'année de référence (1990 ou 2005 ?). Ce refus d'engagements contraignants concerne en premier lieu l'ensemble des pays développés, dont la responsabilité historique dans le changement climatique est particulièrement lourde.

Le texte prévoit la création d'un "*Fonds climatique vert de Copenhague*" avec l'objectif de lever 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour aider les pays en développement dans les mesures d'adaptation et d'atténuation mais les pays développés ne contribueraient qu'à hauteur de 30 milliards de dollars annuels sur la période 2010-2012 .Et il est vraisemblable que ces fonds ne correspondront qu'à une reconversion de l'aide au développement déjà promise. Ajoutons à cela qu'aucun accord sur les contributions individuelles des pays riches, sur la répartition vers les pays pauvres, et sur le financement de la préservation des forêts n'a été trouvé.

Ce texte consacre également la place du marché, notamment concernant le problème de la déforestation (mécanisme REDD*), donnant son imprimatur à un développement de la finance carbone aussi inefficace qu'injuste et source de profit spéculatif et d'instabilité économique et financière.

La séance finale de la conférence a simplement pris note de ce texte discuté ailleurs et dont le statut n'est pas clair, et invité les pays à le signer.

Les États-Unis par leur refus de prendre des engagements significatifs portent une responsabilité majeure dans cet échec, et l'Europe s'est révélée incapable de proposer fortement une voie ambitieuse. Cela, combiné au jeu de la Chine d'une part mais aussi du

Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud qui ont divisé et affaibli le G77 (pays en développement et pays émergents), a conduit à ce scénario catastrophe.

La seule note d'espoir réside aujourd'hui dans la forte mobilisation citoyenne qui s'est exprimée à l'occasion de ce sommet. Elle doit plus que jamais se poursuivre et s'amplifier pour imposer d'autres choix et promouvoir des transitions vers des sociétés soutenables et pour la justice climatique. La FSU dans la perspective de la conférence de Mexico fin 2010 doit continuer à s'engager au plan national et international pour construire de nouvelles initiatives avec ses partenaires dans les cadres intersyndicaux et dans les collectifs où elle est impliquée.

* Reduced emissions from Deforestation and Degradation